

Réponses aux 5 questions du parti écologiste valaisan.

- 1. La sous-enchère écologique et sociale dans la production alimentaire crée de l'insécurité pour les consommateurs et de la distorsion de concurrence pour les employés du secteur alimentaire. Ces normes devraient s'appliquer par-delà les frontières et s'imposer lors des importations et face aux traités internationaux. Soutiendrez-vous l'initiative des Verts pour des aliments équitables qui vient d'aboutir ?**

Je ne suis pas sûr que des normes et des réglementations soient vraiment la solution. Que les consommateurs choisissent. C'est un peu comme pour les vins. Nos vins suisses sont formidables, ils sont produits localement par des hommes et des femmes qui vivent en Suisse. Consommons local et une bonne partie des problèmes se régleront tout seul.

- 2. Quelle est votre position par rapport à l'initiative populaire « STOP MITAGE » dont l'objectif est notamment de favoriser la densification territoriale, la création d'éco-quartiers et le maintien des terres agricoles ?**

Je suis évidemment contre le mitage du territoire en Valais comme en Suisse. Les éco-quartiers et le maintien des terres agricoles ne me dérangent pas. Mais de grâce, laissons les gens libres et là aussi, tout se mettra en place, naturellement.

- 3. Si les abeilles disparaissent, c'est toute la chaîne alimentaire et la biodiversité qui sont en danger. Soutiendrez-vous une interdiction ciblée des pesticides dans l'agriculture ainsi que la prolongation du moratoire sur les OGM.**

Il faut tout faire pour protéger les abeilles. Si cela doit passer par des interdictions ciblées de certains pesticides, je suis pour. Concernant les OGM, je ne suis pas un fan des manipulations génétiques, mais je ne souhaite pas non plus les interdire systématiquement. La science, l'innovation, la recherche, ne doivent pas subir les entraves du politique, ce n'est pas notre tâche. Nous devons encourager, contrôler si on estime qu'il faut le faire, mais pas tout interdire. Je ne suis pas pour une société qui interdit tout.

- 4. L'initiative pour une économie verte veut réduire l'empreinte écologique de la Suisse de trois à une planète. Pour y parvenir, il faut transformer notre économie du tout-jetable en économie circulaire qui mise sur des produits durables et la revalorisation des déchets comme matières premières. Quelle est votre position sur ce sujet ?**

Rien à redire. Si, peut-être rester réaliste et surtout encourager nos enfants, les prochaines générations pour aller vers plus de durabilité notamment dans l'éducation à la maison, mais aussi à l'école.

- 5. La Confédération annonce un plan de mesures d'économie de 3 milliards pour compenser les pertes fiscales liées à la troisième réforme des entreprises. Proposez-vous d'autres solutions que les habituelles suppressions de prestations et compressions de coûts ?**

Je propose de bien réfléchir avant de finaliser cette réforme. C'est clair, pour les multinationales, la pression de l'Europe est très forte et nous devons faire quelque chose. Pour le reste des entreprises, évidemment, si les impôts baissent, je ne vais pas cracher dans la soupe, mais il faut faire attention de ne pas mettre l'Etat, les cantons et les communes dans une situation financière impossible. Quant aux pistes ou aux solutions, je ne suis pas un magicien. Je préconise des discussions tous ensemble pour bien définir ou redéfinir les prestations de l'Etat. Cela ne signifie pas du tout un démantèlement, mais, quand un ménage ou une entreprise n'a plus de sous dans la caisse, il faut avoir le courage de le dire, et ensuite, prendre des mesures pour remettre le train sur les rails. Ce sera difficile, mais c'est possible.

P-A. Grichting